

Sujet : [INTERNET] RE: A l'attention de M Van Keymeulen - Observations enquête publique

De : > j.abrassart (par Internet) <j.abrassart@dorso-abrassart.fr>

Date : 28/04/2023 à 08:55

Pour : "'ddt-enquete-parc-photo@loir-et-cher.gouv.fr"' <ddt-enquete-parc-photo@loir-et-cher.gouv.fr>

En complément de mon précédent e-mail, je vous joins l'arrêté visé en annexe, lequel est disponible sur le lien suivant : [Arrêté Préfectoral du 23 mars 2023 n° 41-2023-03-23-00001 - La Ferté-Imbault \(intramuros.org\)](https://www.intramuros.org/Arrêté-Préfectoral-du-23-mars-2023-n-41-2023-03-23-00001-La-Ferté-Imbault)

Bonne réception

Julie ABRASSART

Avocat Associé



Association d'Avocats à Responsabilité

Professionnelle Individuelle Interbarreaux

Mandataires en transaction immobilière

24, Avenue de Lamballe, 75016 PARIS

Tél : +33 (0)1 53 92 08 46

Fax : +33 (0)1 46 47 02 68

www.dorso-abrassart.fr

-

Ce courrier électronique est destiné à l'usage exclusif du (des) destinataire(s). Si vous n'êtes ni destinataires, ni chargé(e) de remettre ce message à son (ses) destinataire(s), veuillez nous prévenir immédiatement par téléphone. Ce courrier électronique pouvant comporter des informations confidentielles ou couvertes par le secret professionnel, il est interdit d'en divulguer ou d'en reproduire le contenu.

This e-mail is intended only for the individual or entity named above. If you are not the intended recipient or the person responsible to deliver the message to the intended recipient, please immediately notify us by telephone. As this e-mail may contain confidential or privileged information, its contents should not be disclosed nor copies taken

De : Julie Abrassart

Envoyé : vendredi 28 avril 2023 08:52

À : ddt-enquete-parc-photo@loir-et-cher.gouv.fr

Objet : A l'attention de M Van Keymeulen - Observations enquête publique

V/Réf : Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique

n°041-2023-02-22-00001 en date du 22 février 2023 – Commune de Veillens

Madame, Monsieur,

Je vous remercie de bien vouloir transmettre le courrier joint à Monsieur le Commissaire Enquêteur Van Keymeulen dans le cadre du dossier référencé en objet,

Et vous en souhaite bonne réception,

Bien cordialement

Julie ABRASSART

Avocat Associé



Association d'Avocats à Responsabilité

Professionnelle Individuelle Interbarreaux

Mandataires en transaction immobilière

24, Avenue de Lamballe, 75016 PARIS

Tél : +33 (0)1 53 92 08 46

Fax : +33 (0)1 46 47 02 68

www.dorso-abrassart.fr

-

Ce courrier électronique est destiné à l'usage exclusif du (des) destinataire(s). Si vous n'êtes ni destinataires, ni chargé(e) de remettre ce message à son (ses) destinataire(s), veuillez nous prévenir immédiatement par téléphone. Ce courrier électronique pouvant comporter des informations confidentielles ou couvertes par le secret professionnel, il est interdit d'en divulguer ou d'en reproduire le contenu.

This e-mail is intended only for the individual or entity named above. If you are not the intended recipient or the person responsible to deliver the message to the intended recipient, please immediately notify us by telephone. As this e-mail may contain confidential or privileged information, its contents should not be disclosed nor copies taken

— Pièces jointes : _____

202332313396660361_xerox_scan_23032023125449.pdf

571 Ko



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires
Service eau et biodiversité**

ARRÊTÉ du 23 mars 2023
pour le déclenchement du niveau de vigilance sécheresse en Loir-et-Cher
au titre de l'année 2023

n° 41-2023-03-23-00001

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 211-1 à L. 211-3 et L. 214-1 à L. 214-8 dans sa partie législative, et les articles R. 211-66 à R. 211-70, R. 212-1 et R. 214-1 à R. 216-14 dans sa partie réglementaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres M. François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par la préfète coordonnatrice du bassin Loire-Bretagne en date du 18 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n°22.016 du 28 janvier 2022 d'orientations pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Loire-Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°41-2022-04-21-00007 du 21 avril 2022 relatif aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse en Loir-et-Cher, dit « arrêté-cadre sécheresse départemental » ;

Considérant les faibles débits des cours d'eau du Loir-et-Cher mesurés à partir des stations de référence principales des services de l'État, disponibles sur le site Hydroportail : <https://hydro.eaufrance.fr/> ;

Considérant les faibles niveaux des nappes d'eau souterraine, disponibles sur le site de la DREAL Centre - Val de Loire : http://www.donnees.centre.developpement-durable.gouv.fr/region_etiage/indicateurs_mm_carte_cliquable.htm ;

Considérant la pluviométrie très déficitaire du début d'année 2023 ;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre les mesures correspondantes afin d'assurer la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

Article 1 – Déclenchement de la vigilance

Conformément à l'article 4 de l'arrêté-cadre sécheresse du 21 avril 2022, la mesure de vigilance est déclenchée pour l'ensemble du département de Loir-et-Cher.

Ainsi, il est demandé à l'ensemble des consommateurs d'eau, qu'elle provienne d'un point de prélèvement privé ou d'un réseau public de distribution, de faire preuve de responsabilité dans l'utilisation de la ressource en eau.

Des éléments d'information à destination de tous les usagers, visant à les sensibiliser aux économies d'eau sont disponibles sur le site internet des services de l'État :

<https://www.loir-et-cher.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eaux-et-milieux-aquatiques/Secheresse>

Article 2 – Affichage

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Loir-et-Cher et affiché dès réception dans l'ensemble des mairies du département, pendant une durée minimale d'un mois.

Article 3 – Période de validité de l'arrêté

Cet arrêté est applicable jusqu'au **30 novembre 2023**. Il pourra y être mis fin dès constat de conditions hydrologiques favorables aux milieux naturels, tel que prévu à l'article 9 de l'arrêté-cadre sécheresse départemental.

Article 4 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, les maires des communes concernées, le Directeur départemental des territoires de Loir-et-Cher, le Commandant de groupement de gendarmerie de Loir-et-Cher, le Directeur départemental de la sécurité publique et le service départemental de l'Office Français de la Biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **23 MARS 2023**

Le Préfet,


François PESNEAU

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration. :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loir-et-Cher, Place de la République – B.P. 40 299 – 41 006 BLOIS CEDEX
- un recours hiérarchique, adressé au Ministère de la Transition Écologique – Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature – Direction de l'Eau et de la Biodiversité ;

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28 rue de la Bretonnerie 45 057 ORLEANS Cedex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr